

Discours de clôture
de Monsieur Mohammed Mohattane
Secrétaire d'Etat chargé du Développement Rural

Monsieur le Représentant de la FAO
Mesdames et Messieurs

J'ai tenu à participer personnellement à la clôture de cette (4ème) édition du Séminaire Institutionnel du Conseil Général du Développement Agricole pour d'abord vous marquer mon intérêt pour la question soumise à votre débat à savoir « quelles méthodes d'analyse et quel système d'information ? » dans un contexte de libéralisation de l'agriculture. Cet intérêt, comme vous l'a exprimé Monsieur le Ministre Mohand Laenser hier à l'ouverture du séminaire, émane du fait que l'intervention publique dans le domaine agricole et rural doit aujourd'hui, plus qu'hier, être justifiée sur la base d'arguments économiques précis. Mais l'argumentaire ne peut être solide et convaincant que si il a été élaboré sur la base d'un système d'information et de méthodes d'analyse robustes. Je voulais, également vous exprimer de vive voix mes vifs remerciements pour votre participation active et généreuse que reflètent la qualité et la richesse des débats auxquels vous vous êtes exercés durant ces deux journées. Je ne doute pas que le Conseil saura bâtir une synthèse de ces débats pour donner un sens, une cohérence et une efficacité à l'action que nous devons entreprendre.

Mesdames et Messieurs

Je n'insisterai pas assez, même devant un auditoire aussi averti que le vôtre, sur l'importance de l'agriculture pour le Maroc. Cette importance réside dans sa contribution à la croissance globale de l'économie, ses effets d'entraînement à l'amont comme à l'aval du secteur, sa contribution à la sécurité alimentaire et à l'équilibre de la balance des paiements et surtout par sa contribution à la réduction de la pauvreté. En effet, la pauvreté au Maroc reste un phénomène rural et la population rurale pauvre dépend essentiellement de l'agriculture pour assurer les moyens de son existence.

Le choix stratégique du Maroc de libéraliser son agriculture et son intégration dans l'environnement international a été un élément important de la politique de développement du secteur agricole national pendant les deux dernières décennies. Ce choix a été dicté par une volonté de tirer profit des retombées positives que présente cette libéralisation en termes :

- D'allocation efficiente et de valorisation des ressources rares du pays ;
- D'incitation à l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des filières nationales de production ;
- D'amélioration de l'environnement incitatif de l'investissement ;
- Et de modernisation des conditions techniques et organisationnelles de la production.

Cependant, pour que cette libéralisation ne devienne pas une entrave au développement, elle doit être raisonnée, maîtrisée et canalisée. L'ouverture doit être accompagnée par une politique de développement qui tout en assurant les conditions nécessaires à la croissance et à l'adaptation du secteur à l'environnement international, assure un développement économique et social équilibré qui met l'Homme au centre de ce développement.

A ce titre, nos stratégies doivent apporter une contribution efficace et utile à la réalisation des objectifs de l'Initiative Nationale de Développement Humain mise en œuvre pour réduire la pauvreté et la précarité aussi bien dans les zones urbaines que rurales. Nos stratégies doivent assurer des conditions adéquates et garantir les moyens nécessaires à l'expression des potentialités et capacités compétitives de la production nationale. Elles doivent aussi assurer le soutien et la protection des intérêts des groupes vulnérables et veiller à une répartition équilibrée des fruits de la croissance. L'atténuation des inégalités ne doit pas être vue seulement sous l'angle de la solidarité mais élevée au rang d'une stratégie de mobilisation des potentialités humaines à l'effort collectif et de condition pour garantir un environnement favorable à la compétitivité de l'économie nationale et au développement du pays.

Dans un environnement en perpétuel changement, ces stratégies ne peuvent être qu'évolutives et sans cesse renouvelées pour tenir compte des nouveaux défis, évaluer les contraintes et opportunités ainsi que les risques associés aux différentes alternatives. Pour se faire, nous devons nous doter des moyens nécessaires et de la capacité de suivi, d'analyse et d'évaluation, permettant de préparer la prise de décision politique et d'assurer l'efficacité et la cohérence des actions.

Dans ce sens, je prend acte de votre recommandation de renforcer notre capacité nationale d'analyse, ouverte sur l'expérience internationale et en mesure d'assurer la continuité et la durabilité des processus d'expertise et d'évaluation.

Cette recommandation va certainement connaître un début d'exécution avec la mise en œuvre du programme de recherche dans le cadre de la collaboration du Conseil avec l'IFPRI, le CIRAD, la Banque Mondiale et les institutions de recherche nationales. Nous apporterons évidemment tout notre appui pour assurer les conditions de réussite à ce travail.

L'effort d'analyse et d'évaluation ne peut se faire sans la mise en place d'un système d'information et de statistiques adapté aux nouvelles exigences du développement de l'agriculture marocaine. Les systèmes en place doivent se développer et se professionnaliser plus, pour mieux répondre à la demande sans cesse grandissante imposée par les besoins d'analyse et d'évaluation. Les besoins du secteur agricole en matière d'information et d'analyse dépassent de plus en plus les seules données que peut fournir le seul secteur agricole. La définition de politiques agricoles doit intégrer aussi les données et informations sur le reste de l'économie.

Comme suite à votre recommandation, nous allons engager un dialogue avec tous les partenaires pour améliorer le système national de statistiques en l'élargissant aux données économiques. Nous allons œuvrer au développement des comptes économiques de l'agriculture en liaison étroite avec le système de la comptabilité nationale. Pour cela nous sollicitons l'assistance de la FAO pour prendre le raccourcis efficace qui se signalent sur la base des plates formes FAO-STAT et Country-Stat.

Je vous remercie de nouveau pour votre présence et votre engagement dans ce grand chantier de réflexion et de réforme du secteur agricole, ce chantier que le gouvernement a ouvert et que je compte sur l'appui de vous tous pour le mener à bien.

Merci de votre attention